CSA Académique – 9 novembre 2026

LE PREMIER JOUR DE LUCIDITÉ SUR PARCOURSUP

ET L'ORIENTATION POST-BAC

Les lycéen·nes réclament la fin de Parcoursup, et ils et elles ont raison. Tant et si bien que le gouvernement annonce sa fin pour 2028. Dans notre académie, seuls 65 % des élèves de terminale trouvent un débouché sur la plateforme, souvent au prix de vœux de dépit. Ce sont donc 35 % de nos élèves de terminale qui s'évaporent. Combien en abandonne-t-on ainsi au seuil de la vie adulte ? C'est la réalité stricte et brutale derrière les chiffres positifs que l'administration parvient à produire à force de triturer la statistique. La CGT l'a dit en déclaration liminaire : on maquille ce bilan comme on maquille un mort avant la mise en bière.

Aucun satisfecit

Dans toute la présentation qui nous a été faite, la CGT n'a relevé aucun motif de satisfaction. La question de fond est simple : notre système défend-il vraiment la liberté de choisir, ou est-ce l'institution qui choisit à la place des élèves, qui inclut ou qui exclut ? Parcoursup ressemble moins à un aiguillage qu'à une gare de triage. Les uns partent vers la destination de leur choix, les autres vers celle qui reste, et d'autres finissent sur une voie de garage.

Et quand le train part sans eux, la faute à qui ? À l'institution, à nous donc, pas assez convaincant·es pour orienter les élèves là où l'administration souhaite qu'ils aillent ? La CGT pose la question : où est le sens là-dedans ? Car au-delà de la mécanique, il y a les mécanicien·nes, qui s'évertuent à conduire toute une classe d'âge jusqu'à la réussite à l'examen… pour quels résultats ? C'est une question grave. Elle a porté, en tout cas.

Les chiffres qui fâchent

La période fragilise le discours, y compris celui de l'administration. 4 élèves de bac pro sur 10 n'obtiennent aucune proposition sur Parcoursup. Seuls 21 % rejoignent un BTS, alors qu'on nous a répété que cette voie était faite pour eux. Même constat pour la voie technologique, où à peine seulement 15,5% accèdent à un BUT, c'était aussi la voie royale, le débouché naturel parait-il ! Quant aux 35 % sortis de la procédure, personne ne sait nous dire où ils sont. Pour beaucoup, le parcours s'arrête là, et parfois net.

On ne choisit pas sa vie à 18 ans

Certain·es de ces jeunes, nous les croisons depuis quelque temps dans les manifestations du samedi. Et c'est bien qu'ils manifestent. Mais ils le font sans projet, sans perspective : ils n'ont pas d'autre rendez-vous que celui de la rue, le samedi.

La CGT l'a rappelé, et les enseignant·es de BTS en sont toutes et tous témoins : personne n'est le même à 18 ans qu'à 19 ou 20 ans. Les jeunes accueilli·es en début de première année ne sont plus les mêmes deux ans plus tard, quand ils réussissent l'examen. Ils grandissent, ils changent, ils font enfin quelque chose qu'ils aiment. Quel que soit leur parcours, quel·le que soit l'élève de terminale qu'ils ont été, ils méritent une chance de s'épanouir dans le supérieur. Parcoursup, lui, les juge sur un instantané et ferme la barrière.

Le recteur veut aiguiller dès le cycle 3

Le recteur reconnaît que l'édifice Parcoursup, bâti sur les ruines d'APB, la plateforme qui l'a précédé, est en réalité bien fragile. Il affirme que l'accompagnement à l'orientation reste l'une des clés pour éviter l'échec, et que cela doit être pensé. Depuis la rentrée, il évoque son projet d'« observatoire de l'orientation ». Le 9 novembre, il l'a précisé un peu.

Selon lui, notre responsabilité d'enseignant·es (il s'inclut parmi eux, au regard de son parcours professionnel) est de conduire les élèves au bout du parcours. Il souhaite notamment traiter l'orientation beaucoup plus tôt, dès le cycle 3 (CM1, CM2 et 6e), avec une forme de découverte des métiers, pour élargir le champ des possibles et lever les représentations.

La CGT l'a interpellé sur ce point. D'abord, cette logique de métier enferme. D'autre part, quand nous entendons « découverte métier », nous entendons professionnalisation dès le collège. C'est la recette que nous vendent depuis longtemps les néolibéraux, et jusqu'à l'extrême droite, avec en ligne de mire la fin du collège unique. Aiguiller un enfant de dix ans, c'est poser les rails de toute sa vie.

Ensuite, c'est un paradoxe. On nous répète que les carrières sont de plus en plus mobiles. Or, nous le savons toutes et tous, ce qui permet de changer de voie, c'est un haut niveau de culture générale. C'est donc la possibilité de poursuivre des études supérieures, ne serait-ce qu'à bac +2 ou bac +3. Et c'est précisément là que les élèves, en particulier des voies technologique et professionnelle, ne parviennent pas à accéder.

Des places, pas des algorithmes

Changer l'algorithme ne réglera rien sans l'essentiel : des places dans le supérieur, qui redonnent la liberté de choisir et, évidemment, le droit de se tromper. Chacun·e en a d'ailleurs fait l'expérience, et peu d'adultes peuvent affirmer qu'à 18 ans ils savaient déjà. Et c'est désormais dès 16 ans qu'on leur demande de savoir, depuis que la réforme Blanquer du lycée impose de choisir ses spécialités en fin de seconde. Sans ces places, sans les budgets qui vont avec, n'importe quelle plateforme continuera de trier et d'écarter, sous un autre nom. Plutôt que d'allonger la gare de triage, il faut ouvrir de nouvelles lignes.